

# FRANCE-ÉTATS-UNIS (1966-2014): POUVOIRS EN DÉSÉQUILIBRE ET RELATION IMAGINAIRE

PIERRE GUERLAIN \*



Dans un livre américain rédigé par un spécialiste de la France, Richard Kuisel déclare que les Français sont d'éternels grincheux (*eternal Grinch*), des Gaulois râleurs (*cantankerous Gauls*) qui rêvent de leur gloire passée et cherchent en vain à s'opposer aux États-Unis. L'auteur affirme : « Fondamentalement, lorsque l'hyperpuissance disait "non", c'était "non" et la France devait battre en retraite »<sup>1</sup>. Cette déclaration s'appliquait aux années 1980 et 1990 mais on peut aisément comprendre que ce principe s'est appliqué avant et surtout après les années étudiées dans cet ouvrage. Kuisel cite ensuite un responsable politique de la Maison-Blanche qui commentait le fait que les États-Unis avaient enfreint une règle concernant le libre-échange, ce dont s'offusquaient les Français, en déclarant : « Nous sommes l'Amérique, ils s'en remettent. »

L'auteur partage de nombreux préjugés sur les Français et a une préférence idéologique marquée pour le libre-échange et le néolibéralisme. Au lieu d'instruire ses compatriotes sur les complexités de la relation franco-américaine, il nourrit leurs préjugés. Pour lui, de Gaulle était anti-américain, tout comme Régis Debray, et les Français ne cessent de tenter en vain d'entraver la puissance américaine. Dès ses pages introductives, il met en lumière la perception dominante

---

\* PROFESSEUR DE CIVILISATION AMÉRICAINE À L'UNIVERSITÉ DE PARIS OUEST-NANTERRE

<sup>1</sup> Richard Kuisel, *The French Way, How France Embraced and Rejected American Values and Power*, Princeton UP, 2012, p. 269. « *eternal Grinch* », p. 269 ; « *cantankerous Gauls* », p. 250.

de la France dans les cercles du pouvoir américain, perception qu'il partage sans l'interroger : « Vue des États-Unis la France ne comptait pas beaucoup sauf lorsqu'elle se mettait en travers du chemin. C'était une rivalité asymétrique. »<sup>2</sup> Si l'on peut trouver la condescendance irritante, celle des dirigeants comme celle de l'auteur, il n'en reste pas moins qu'un élément essentiel de la relation franco-américaine est mis en évidence : le déséquilibre de puissance provoque le mépris ou la condescendance chez le plus puissant. Souvent il provoque des réactions soit de suivisme acritique chez le plus faible, soit des réactions de provocation. Ce déséquilibre qui conduit à la condescendance n'est pas typique des relations franco-américaines. Quel'on songe aux rapports entre, par exemple, la France et les « petits pays » en Europe ou avec la Tunisie, ou encore aux rapports entre États-Unis et Mexique et l'on verra que la condescendance du plus fort est fréquente.

66

Des auteurs américains ont su, mieux que Kuisel, analyser les enjeux des relations transatlantiques et il faut éviter de répondre au préjugé par un contre-préjugé et imaginer que les auteurs sont prisonniers de leur nationalité. Max-Paul Friedman a su déconstruire les jeux idéologiques engagés par l'expression d'antiaméricanisme et il a montré qu'il était faux de considérer que de Gaulle était antiaméricain<sup>3</sup>. Il cite, par contre, des responsables américains qui pensaient qu'il était « psychotique » ou le président Kennedy qui évoquait les « salauds » de Paris. Eisenhower déjà parlait de ces « foutus Français »<sup>4</sup>. Ils'agit là de perceptions ancrées dans l'histoire.

Friedman cite un certain nombre de responsables américains, tel McNamara, qui à la fois confirment qu'ils avaient un préjugé et, qui plus tard, en regrettent les conséquences. McNamara pense avec le recul que les responsables américains auraient dû prêter attention aux avertissements du président français sur le Vietnam. Aujourd'hui le discours de Phnom Penh de 1966 apparaît en effet fort prescient<sup>5</sup>. Martin Luther King qui ne citait pas de Gaulle dans son discours sur la guerre du Vietnam avait une analyse fort proche des responsabilités américaines. Le vrai clivage n'était pas,

---

<sup>2</sup> *Op cit.*, p xi.

<sup>3</sup> *Rethinking Anti-Americanism, The History of an Exceptional Concept in American Foreign Relations*, New York, Cambridge University Press, 2012.

<sup>4</sup> « Anti-Americanism and U.S. Foreign Relations », *Diplomatic History*, Volume 32, Issue 4, p. 497-514, septembre 2008.

<sup>5</sup> <http://www.ina.fr/video/CAF94060215>

## FRANCE-ÉTATS-UNIS (1966-2014)

dans les années 60, entre Français et Américains mais renvoyait surtout à des conceptions différentes des relations internationales et de l'utilisation de la force. de Gaulle affirmait son amitié pour les États-Unis où il était perçu comme un dirigeant irrationnel qui se mettait en travers du chemin des États-Unis. La situation n'a pas changé depuis, comme le montre une autre crise dans la relation franco-américaine.

Lors des oppositions entre Paris et Washington qui ont précédé le déclenchement de la guerre en Irak en 2003, le même schéma s'est répété : diabolisation des Français et de leur président Chirac, présenté comme gaulliste et ami de Saddam Hussein, non-respect des idées émises par les partenaires critiques des États-Unis puis effondrement de la rhétorique mensongère des États-Unis sur la présence d'armes de destruction massive et remords ou regrets affichés par certains observateurs américains qui ont découvert avec des mois de retard que « *The French were right* »<sup>6</sup>. (Les Français avaient raison). Frédéric Bozo a d'ailleurs retracé l'histoire diplomatique de cette crise dans un ouvrage récent : *Histoire secrète de la crise irakienne : la France, les États-Unis et l'Irak, 1991-2003*<sup>7</sup>. Il suggère la même conclusion sur la sagacité française.

Un contre-récit français pourrait être tiré de ce schéma qui s'est répété. Il consisterait à dire que les Français ont toujours mieux compris les enjeux internationaux que les Américains, qu'ils ont tenté de les expliquer aux Américains mais que ceux-ci, arrogants n'ont rien voulu savoir. Le différentiel de puissance entre la France et les États-Unis rend ce contre-récit beaucoup plus difficile à tenir et il reposerait lui aussi sur une série de préjugés. On en voit certains éléments cependant dans des commentaires condescendants qui s'articulent autour de la connaissance plutôt que du pouvoir comme dans le cas américain. Ce récit de supériorité supposée gomme les

67

---

<sup>6</sup> Paul Starobin, *National Journal*, 11 juillet 2003.

<sup>7</sup> Paris, Perrin, 2013. Cet ouvrage remarquable, notamment par la diversité des sources étudiées et des entretiens réalisés, se focalise sur la relation franco-américaine mais laisse de côté les considérations énergétiques dans les motivations américaines et semble être contredit par d'autres ouvrages sur la date de la décision de faire la guerre. Sur le pétrole, voir : Michael Klare, *Blood and Oil, the Dangers and Consequences of America's Growing Petroleum Dependency*, New York Metropolitan Books, 2004. Un ancien ambassadeur britannique, Sir Christopher Meyer, a déclaré qu'en avril 2012, à Crawford, Bush et Blair étaient tombés d'accord sur la nécessité de changer de régime en Irak. <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/middleeast/iraq/9919816/Iraq-War-Sir-Christopher-Meyer-Im-with-you-whatever-Tony-Blair-told-George-Bush.html>

oppositions idéologiques et politiques au profit d'une nationalisation de la pensée. L'éventail des perceptions et conceptions est très large dans les deux pays. Si certains Américains, comme Max-Paul Friedman cité plus haut, appréhendent les relations internationales d'un point de vue lui-même international et non plus simplement américain, il existe aussi un certain nombre de Français qui voient les États-Unis de façon totalement positive ou totalement négative. On connaît mieux les dénonciations de l'antiaméricanisme français que les déconstructions de l'américanologie<sup>8</sup>.

Au-delà des perceptions et préjugés, que retenir de la relation franco-américaine depuis les années Mitterrand (1981-1995) en France et Reagan-Bush (1981-1993) aux États-Unis ? Il est clair qu'évoquer la relation franco-américaine signifie que l'on se place dans une perspective française car il n'y a pas de parallélisme entre les conceptions françaises et américaines de cette relation. Ceci est vrai en ce qui concerne les autres relations entre les États-Unis et un pays moins puissant sur le plan économique et géostratégique. Les Britanniques croient peut-être encore un peu à une relation spéciale entre leur pays et les États-Unis mais, du point de vue américain, cette relation spéciale n'existe que sur le plan de l'espionnage. Même au moment de la guerre en Irak, lorsque Blair avait tout fait pour coller au plus près à Bush et Cheney, le ministre de la Défense de l'époque, Rumsfeld avait déclaré en mars 2003 que les États-Unis n'avaient pas besoin des Britanniques pour gagner la guerre. Cette évidence sur le plan militaire réduit à la phase d'invasion était un camouflet politique qui en disait long sur les liens entre la puissante Amérique et une Grande-Bretagne réduite à son statut de puissance moyenne, comme la France.

68

## La France, les États-Unis et l'Otan

Depuis le retrait du commandement militaire décidé par de Gaulle en 1966, la question de l'Otan fut l'une des principales sources de tension puis de réconciliation officielle entre les deux pays, surtout après la décision de Sarkozy de réintégrer l'Otan. La décision de 1966 avait provoqué la colère du président américain,

<sup>8</sup> Philippe Roger, *L'Ennemi américain : généalogie de l'antiaméricanisme français*, Paris, Seuil, 2002 ; Pierre Guerlain, « A Tale of Two Anti-Americanisms », *European Journal of American Studies*, EJAS 2007-2 <http://ejas.revues.org/1523> ; Jean-Philippe Immarigeon, *Pour en finir avec la Françamérique*, Paris, Ellipses, 2012.

## FRANCE-ÉTATS-UNIS (1966-2014)

Lyndon Johnson, mais de Gaulle n'avait pas changé de cap. La réintégration, voulue par Sarkozy depuis le premier jour de son mandat en 2007, prit effet en 2009. Les socialistes qui s'y étaient vigoureusement opposés par la voix de leur porte-parole, François Hollande, lors d'une motion de censure en 2008, n'ont rien remis en cause après l'élection du même Hollande à la présidence de la République en 2012. En d'autres termes, le « néogaulliste » Sarkozy a pris le contrepied de de Gaulle tandis que le socialiste admirateur de Mitterrand, antigauilliste après 1958, prenait des accents très gaulliens pour évoquer les dangers de l'Otan. Il déclarait en 2008 :

« Car si notre pays renonçait à son autonomie de jugement au sein de l'Alliance, c'est l'ensemble de l'Europe – pas simplement la France – qui se trouverait en situation d'alignement sur les États-Unis. Et que vaut l'argument sur la contrepartie offerte en termes de reconnaissance de l'Europe de la défense ? C'est un jeu de dupes !  
« Ce retour vers l'Otan n'est pas simplement contraire aux intérêts de la France et même de l'Europe, il est aussi contradictoire avec la stabilité du monde. Car la décision du président de la République intervient au moment où l'Otan change d'identité. »<sup>9</sup>

69

Ces citations un peu longues mettent en évidence les positionnements d'opportunité purement partisane en matière de politique étrangère. Hollande reprend les arguments de tous les critiques de l'Otan sur l'indépendance nationale et la domination américaine pour s'opposer à un gouvernement atlantiste mais ces arguments n'ont plus aucune validité une fois qu'il est arrivé au pouvoir quatre ans après cette prise de position à l'assemblée. Le retour dans la structure de commandement intégré avait d'ailleurs été amorcé en 1996 par Chirac qui avait décidé d'envoyer un représentant au comité militaire.

Dans la relation franco-américaine, pour les dirigeants américains, la décision de de Gaulle en 1966 était une trahison, un oubli des sacrifices des États-Unis pour sauver la France en 1944 et un acte déloyal envers le pays qui assurait la protection de la France contre l'URSS. Johnson fit demander à de Gaulle s'il fallait aussi

---

<sup>9</sup> On trouve ces déclarations au *Journal officiel*, <http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/cri/2007-2008/20080136.pdf>

déménager les cimetières où étaient enterrés les soldats américains morts en France après le débarquement. Pour la France, où existait une large majorité en faveur du départ des troupes américaines, il s'agissait tout au contraire d'un légitime désir de retrouver une souveraineté entière. De Gaulle se déclarait ami et allié des États-Unis mais refusait d'être aux ordres ou dépendant de décisions prises à Washington sans consultation avec Paris. Le langage émotionnel pour évoquer la décision de 1966 émanait surtout des États-Unis tandis que le dirigeant « psychotique » ou « irrationnel » en appelait à des concepts politiques tels que la souveraineté et l'indépendance.

Sarkozy a commencé son quinquennat par un rapprochement avec le président américain George W. Bush qui était en fin de mandature et largement discrédité auprès des Américains à qui il avait menti et qu'il avait embarqué dans deux guerres, l'Afghanistan puis l'Irak. Le président français prenait alors le contrepied non seulement du fondateur de sa mouvance politique mais du président Chirac qui s'était opposé aux États-Unis. Il a, sur ce plan, changé les lignes directrices de la politique étrangère de la France en revendiquant un alignement sur les États-Unis qui parfois même, par excès de zèle, allait au-delà des attentes américaines.

Ainsi la France d'après 2007 s'est parfois montrée plus néoconservatrice et interventionniste que les États-Unis eux-mêmes. Sur l'Iran, Sarkozy avait donné une interview au *New York Times* dans laquelle il affichait à la fois sa fermeté vis-à-vis d'un Iran soupçonné de vouloir se doter d'armes nucléaires et son désir de revenir totalement dans le giron de l'Otan<sup>10</sup>. Les analyses du retour dans l'Otan se répartissaient alors selon une ligne de partage idéologique présente tant chez les acteurs que dans le monde universitaire. Ainsi pour Maurice Vaïsse, écrivant en 2009 : « Néanmoins, ce rapprochement de la France avec l'Otan, qui resta longtemps de l'ordre du tabou, a quelque chose de symbolique : la sacro-sainte indépendance nationale, à défendre surtout face aux Américains, semble renvoyée aux oubliettes, malgré l'assurance que la France conserve son autonomie de décision, en particulier sur le plan nucléaire. »<sup>11</sup> Il ne s'agissait plus d'assurer « la sacro-sainte indépendance nationale », vieille idée gaulliste, mais de transcender

<sup>10</sup> [http://www.nytimes.com/2007/09/23/world/europe/24excerpts.html?\\_r=0&adxnln=1&ref=europe&pagewanted=all&adxnlnx=1401544834-sjoKVMY35/FWPMtmq+TSLg](http://www.nytimes.com/2007/09/23/world/europe/24excerpts.html?_r=0&adxnln=1&ref=europe&pagewanted=all&adxnlnx=1401544834-sjoKVMY35/FWPMtmq+TSLg)

<sup>11</sup> « La France et l'Otan », *Politique étrangère*, 2009/4, Hiver, p. 871.

l'indépendance car la souveraineté est, selon Vaisse et le nouveau consensus, une idée périmée<sup>12</sup>. Jean-Pierre Chevènement, dans le même numéro, s'intéressait encore à l'indépendance mais sa voix était devenue minoritaire, ce qui restait du consensus gaulliste. « Mais le souci de la France doit rester d'abord son intérêt national, dont seule l'indépendance de sa défense fournit une garantie certaine, qui n'exclut nullement d'ailleurs la pratique des alliances. »<sup>13</sup>

Sarkozy a parfois semblé continuer la tradition de coopération critique avec les États-Unis mais en débordant les États-Unis par l'aile néoconservatrice, c'est-à-dire par la droite. Il s'est aussi prévalu du retour français dans le commandement intégré pour faire l'éloge de l'intervention occidentale en Libye en 2011. L'Otan et la nouvelle proximité avec les États-Unis ont permis à la France de légitimer ses interventions néoconservatrices maquillées en interventions humanitaires. La France de Sarkozy a effectivement poussé à une intervention qui faisait plus débat aux États-Unis qu'en France puis s'est révélée très dépendante des moyens militaires américains pour réaliser cette intervention qui s'est avérée être un fiasco affectant aussi bien les populations libyennes que la réputation des pays occidentaux qui l'avaient menée.

Avec le départ de George W. Bush et les réorientations de la politique étrangère française sous Sarkozy, la France a souvent donné l'impression d'être plus royaliste que le roi, soit plus néoconservatrice que l'administration Obama qui pourtant n'a pas rompu avec tous les aspects de la politique de son prédécesseur mais en a gommé les aspects les plus interventionnistes, au profit, si l'on peut dire, d'un recours massif aux drones. En ce qui concerne l'Otan, le quasi-consensus autour des positions de de Gaulle s'est progressivement effrité et la gauche socialiste l'a abandonné récemment<sup>14</sup>. Du côté américain, la France a été perçue comme un allié de peu de poids, rebelle sur le plan du discours et donc principalement sur un plan symbolique sans efficacité réelle. Le retour au sein du commandement militaire a donc été salué comme un retour à la

<sup>12</sup> Le même numéro de *Politique étrangère* contenait la traduction d'un article de Clarke Michael et Richard Thomas intitulé, « Le débat sur une Otan globale ». L'Otan a clairement changé de mission et de nature et sa mission mondiale, comme l'intervention illégale au Kosovo l'a montré, n'est plus la défense de l'Europe mais d'être une force d'intervention planétaire.

<sup>13</sup> « Le "retour" de la France dans l'Otan : une décision inopportune », *Politique étrangère*, 2009/4, Hiver, p. 873- 879.

<sup>14</sup> Les centristes atlantistes comme Lecanuet n'en faisaient pas partie.

raison qui mettait fin aux errements de la période de conflits autour de la guerre en Irak. 2009, la date de ce retour officialisé lors du sommet de Strasbourg-Kehl marque donc d'une certaine façon la fin d'une exception française et une mesure de rapprochement franco-américain sur la base des aspirations des États-Unis qui n'ont pas varié de Johnson à Obama. La France est rentrée dans le rang et on lui a attribué quelques compensations symboliques comme la nomination d'un général français à Norfolk en Virginie. La parenthèse gaulliste s'est refermée et une ère Sarkozy a commencé qui dure toujours.

## Les guerres, les États-Unis et la France

72

Si les oppositions françaises à la guerre du Vietnam comme à la guerre en Irak sont bien connues et ont été sources de friction entre les dirigeants des deux pays, il y a d'autres cas d'intervention militaire qui illustrent la complexité de la relation franco-américaine de façon différente. Il faut noter qu'aussi bien dans le cas du Vietnam que dans celui de l'Irak, les positions officielles françaises étaient largement partagées par les populations d'un grand nombre de pays. Le monde entier s'opposait à une intervention militaire américaine en Irak mais les États-Unis, encore dans leur hubris « d'hyperpuissance » (Védrine) jouissant d'un « moment unipolaire » (Krauthammer<sup>15</sup>), n'avaient pas envie d'écouter les protestations des peuples et de leurs dirigeants.

D'autres interventions américaines, par exemple à la Grenade en 1983 ou au Panama en 1989, n'ont pas eu de grand retentissement pour la relation franco-américaine. Sur l'ex-Yougoslavie, la France et les États-Unis n'étaient pas toujours sur la même ligne ; Mitterrand fut même perçu comme pro-Serbe. Aux États-Unis, les interventions américaines, critiquées par la droite isolationniste, furent vécues comme une nécessité de compenser l'incapacité ou l'incompétence des Européens qui n'arrivaient pas à régler une crise sur leur continent. Au Kosovo, l'intervention non autorisée par l'ONU mais engagée par l'Otan fut déclarée peut-être illégale mais certainement légitime par l'organisation militaire occidentale ; celle-ci sortait pourtant de son rôle. La France de Chirac a pris part aux opérations et même si

<sup>15</sup> « The Unipolar Moment », *Foreign Affairs*, Vol. 70, No. 1, 1990/91, p. 23-33.



## FRANCE-ÉTATS-UNIS (1966-2014)

la coopération militaire fut malaisée, le point central, pour ce qui nous préoccupe ici, fut l'accord franco-américain.

On peut noter une caractéristique de ce rapport franco-américain considéré comme conflictuel par les dirigeants américains. Accord sur le fond, bisbilles sur la mise en œuvre. La France se distingue mais à la marge, cela lui donne une illusion d'indépendance. Lors de la longue période de sanctions visant l'Irak entre les deux guerres américaines dans ce pays, dont l'une soutenue par la France en 1991 qui selon le mot de Mitterrand devait « tenir son rang », la France a d'abord participé aux actions militaires (zone d'exclusion aérienne) puis s'en est retirée. Paris accepte un cadre (intervention au Kosovo, sanctions contre l'Irak) mais cherche à « adoucir » des mesures américaines jugées contre-productives. La France joue ainsi à l'enfant terrible qui critique mais ne s'oppose pas vraiment, c'est-à-dire qu'elle adopte la position du rebelle officiel.

La France a, depuis le tournant Sarkozy confirmé par Hollande, pris l'initiative d'interventions militaires (Libye en 2001, Mali, Centrafrique en 2013). Les États-Unis ont, soit suivi la France sur le plan diplomatique et militaire (Libye), soit apporté un soutien politique et militaire. Il est clair que sans l'aval américain ces interventions n'auraient pas eu lieu. Certains critiques considèrent la France comme le gendarme auxiliaire des États-Unis. La situation en Syrie illustre bien la relation de dépendance de Paris quel que soit le cas de figure. En Libye, la France est plus guerrière que les États-Unis et répète une erreur américaine avec le soutien américain. L'intervention qui est un succès militaire conduit à la mort du dirigeant puis au chaos total dans le pays, ce qui rappelle le film des événements en Irak. Lorsque les États-Unis refusent une intervention, la France range ses canons et ses discours, comme ce fut le cas pour la Syrie en août 2013.

Sur l'Iran comme la Syrie, la France adopte des postures plus ouvertement interventionnistes que les États-Unis qui se contentent d'actions de sabotage (Iran) ou de soutien à des groupes d'opposants à Bachar al Assad. La France post-Sarkozy tient un discours « néoconservateur retardataire » pour reprendre une expression utilisée par Régis Debray<sup>16</sup>. Ce discours est celui de Hollande qui

---

<sup>16</sup> *France culture*, 29 mai 2014. « On oublie qu'il y a l'histoire derrière l'actualité et nous sommes devenus, je dirais, des néoconservateurs retardataires puisque l'Amérique du Nord ne l'est plus mais nous, nous voulons en découdre avec le mal. »

parle de « punir les terroristes » au Mali sans analyse géopolitique solide, qui évoque celui des néoconservateurs américains qui pensaient que les soldats de leur pays seraient accueillis en héros à Bagdad<sup>17</sup>. La critique de certaines guerres américaines s'est muée en émulation rhétorique et interventionniste avec des moyens bien moindres.

Sur le conflit israélo-palestinien, la France n'a plus de voix différente. De de Gaulle à Hollande, la disparition de la spécificité française est patente. Dans le conflit qui, une nouvelle fois, se déroule entre Israéliens et Palestiniens à Gaza en juillet 2014, Hollande a clairement pris parti pour Israël<sup>18</sup>. Là encore la ligne « gaullio-mitterrandienne » a disparu au profit d'une ligne « sarkozyste-hollandiste » atlantiste avec tendance néoconservatrice.

La puissance tant économique que militaire de la France n'a rien à voir avec celle des États-Unis et l'Union européenne, comme chacun sait, n'a pas de politique étrangère commune. Lorsque de Gaulle critiquait l'aventurisme militaire américain, il le faisait dans un monde bipolaire qui donnait des possibilités à un allié critique des États-Unis. Le monde unipolaire des années 1990 a provoqué un alignement sur la seule superpuissance restant en lice, alignement qui s'est révélé clairement en 1991 lorsque la coalition mise sur pieds par les États-Unis pour faire la guerre à l'Irak incluait non seulement la France mais aussi la Syrie et bénéficiait du silence de l'URSS à quelques mois de sa disparition.

Le déclin relatif des États-Unis, l'émergence de la Chine et la nouvelle puissance russe ont contribué à l'arrivée d'un monde multipolaire ou zéro-polaire. Dans ce monde, la France a choisi de se ranger dans le camp occidental et de tenter d'occuper la place autrefois typique de la Grande-Bretagne : celle du plus fidèle allié des États-Unis. Comme pour la Grande-Bretagne, et avec des raisons

<sup>17</sup> Sur le Mali, lire : Bertrand Badie, *Le Temps des humiliés, Pathologie des relations internationales*, Paris, Odile Jacob, 2014. Le livre ne se focalise pas sur le Mali mais sur les humiliations. Badie cite la déclaration de Hollande : « Nous voulons qu'il y ait des élections au Mali à la fin du mois de juillet. Et ça nous serons intraitables là-dessus. » Puis il s'interroge : « Mais le calendrier électoral d'un État souverain est-il "traitable" d'ailleurs ou plus encore sujet à l'être par décision étrangère ? » (p. 119).

<sup>18</sup> « Le président de la République a eu ce soir un entretien téléphonique avec le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu. Il lui a exprimé la solidarité de la France face aux tirs de roquettes en provenance de Gaza. Il lui a rappelé que la France condamne fermement ces agressions. Il appartient au gouvernement israélien de prendre toutes les mesures pour protéger sa population face aux menaces. » Communiqué de l'Élysée du 9 juillet 2014. Un léger rééquilibrage eut lieu quelques jours plus tard.

culturelles en plus, cette relation spéciale est un leurre car le dominé s'évertue à plaire au dominant qui regarde principalement ailleurs. Le pivotement des États-Unis vers l'Asie du Sud-Est, c'est-à-dire le nouveau centre du monde économique, signifie un désintérêt relatif pour le vieux continent que la crise ukrainienne ne vient pas fondamentalement contredire.

Si autrefois le jeu des blocs donnait une certaine latitude à la France qui l'utilisait et ne pouvait être « punie », selon le terme de Condoleeza Rice<sup>19</sup>, pour son indépendance sans fragiliser le bloc occidental, le déclin américain redonne un petit espace à la France qu'elle choisit rarement d'utiliser. Au contraire, en dépit des révélations sur les activités d'espionnage de la NSA, la France a coopéré avec les États-Unis pour bloquer l'avion du président bolivien Morales soupçonné de cacher le lanceur d'alerte Edgar Snowden<sup>20</sup>.

### **La culture, le commerce et les débats biaisés**

Si la France compte pour presque rien dans les préoccupations américaines, il est un domaine où les images perdurent : celui du protectionnisme culturel français et de l'opposition quasiment donquichottesque de la France à la domination culturelle américaine. Kuisel ne manque pas d'évoquer Jack Lang et son discours de Mexico en 1982 ; tout débat sur l'agriculture et les subventions données aux exploitants agricoles mentionnent le démontage d'un restaurant McDonald par José Bové. La France est perçue comme le pays de la haute culture dépassée qui ne sait quoi faire de la culture de masse américaine et cherche à endiguer des flots pourtant incontrôlables. Que Lang ait fait partie du gouvernement lors de la présidence Mitterrand qui s'est montrée très proche des États-Unis devrait pourtant porter à dépasser la surface des choses<sup>21</sup>.

75

---

<sup>19</sup> En 2003, la conseillère proche de Bush qui deviendra secrétaire d'État plus tard (2004) voulait « punir la France, ignorer l'Allemagne et pardonner à la Russie » pour leur attitude lors de la phase de préparation à la guerre en Irak. Ce langage moralisateur et émotionnel, qui devint vite caduc puisqu'aujourd'hui c'est la Russie qu'il faut punir, a été adopté par le président Hollande pour parler des terroristes au Mali qu'il fallait punir. Voir : <http://patriotpost.us/alexander/2918>

<sup>20</sup> Lire l'article du président Morales lui-même, « Moi, président de la Bolivie, séquestré en Europe » : <http://www.monde-diplomatique.fr/2013/08/MORALES/49552>

<sup>21</sup> Frédéric Heurtebize montre bien dans son livre, qui traite surtout d'une période antérieure à 1981, que les relations entre Mitterrand et Reagan et surtout Bush étaient plus que cordiales. *Le Péril rouge. Washington face à l'eurocommunisme*, Paris, PUF, 2014.

Lors des débats sur les traités de commerce ou dits de « libre-échange », la France lutte pour imposer ce qu'elle appelle son « exception culturelle », souvent mal interprétée comme étant un signe d'arrogance ou de sentiment de supériorité culturelle, alors qu'il s'agit d'exclure les secteurs culturels des négociations commerciales. Il semble donc rester des spécificités culturelles en dépit d'un alignement sur les valeurs du marché de part et d'autre de l'Atlantique.

Ces spécificités sont cependant souvent des conflits commerciaux entre secteurs industriels plus que de véritables choix culturels différents. La puissance des industries culturelles américaines, Hollywood en tête, est vécue par beaucoup d'analystes américains comme une supériorité culturelle voire nationale. Les critiques français refusent la corrélation entre succès économique fondé sur une meilleure organisation et une taille critique plus importante et signification culturelle. Il faut noter parfois une certaine arrogance française en matière de culture qui ne manque pas d'alimenter les perceptions américaines. Le livre de Philippe Roger, critiquable sur le plan historique, retrace bien les multiples déclarations hautaines françaises qui renversent le sentiment de supériorité américain fondé sur la prédominance économique et tentent d'asseoir la supériorité française dans le domaine du pur intellect. Le livre de François Cusset, intitulé en France *French Theory*, fait l'histoire d'une influence culturelle française qui n'a atteint que les élites universitaires et est maintenant passée de mode<sup>22</sup>. En dépit de la mondialisation et de la standardisation des goûts, les débats franco-américains ressemblent souvent à un conflit entre qualitatif et quantitatif auquel n'échappe pas l'influence théorique française des années 1990.

Les discours de Lang sur l'impérialisme culturel américain ont disparu mais les rapports de force entre industries culturelles américaines et leurs homologues françaises est resté le même. Les séries télévisées américaines sont omniprésentes partout dans le monde même si d'autres pays produisent leurs propres séries qui ont aussi du succès au plan local. La musique populaire ou la peinture sont également dominées par les États-Unis mais le discours critique d'inspiration marxiste a disparu en France, ce qui n'est pas totalement

<sup>22</sup> *French Theory. Foucault, Derrida, Deleuze & Cie et les mutations de la vie intellectuelle aux États-Unis*, Paris, La Découverte, 2003.

le cas aux États-Unis. Les séries sont devenues un objet d'étude et le monde culturel est déjà mondialisé. La France occupe des créneaux, comme l'ouverture de succursales de musées au Moyen-Orient, sur un mode marchand qui n'est pas en opposition avec les pratiques perçues comme typiquement américaines.

### **L'Europe dans la relation franco-américaine**

Il peut être tentant de présenter la relation franco-américaine en deux mouvements forts liés à des personnes. De Gaulle ainsi introduirait un tournant dans la politique étrangère française en redéfinissant l'amitié franco-américaine qui ne suppose pas l'allégeance systématique tandis que Sarkozy abolirait le tournant gaulliste pour revenir à un alignement à peine déguisé sur les États-Unis. Cette personnalisation des évolutions doit cependant être appréhendée dans des contextes historiques précis.

En 1966, la France est la puissance dominante dans l'Europe des six : l'Allemagne, réduite à sa partie occidentale, donc la RFA, est un géant économique mais un nain politique car toujours marquée par l'histoire du nazisme et de la Seconde Guerre mondiale. L'Europe, qui n'est pas encore devenue l'un des foyers du néolibéralisme, sert de rehausseur de puissance à la France. L'une des images fréquentes avant la réunification de l'Allemagne en 1990 était que le cavalier français chevauchait la monture allemande. La puissance économique ne se traduisait pas en puissance politique pour des raisons historiques. Les États-Unis étaient englués dans une guerre impérialiste, sans être colonialiste au sens strict du terme, au Vietnam et pâtissaient d'un discrédit international puissant qui incluait la jeunesse américaine. La voix de la France était donc plus forte qu'aujourd'hui car la France d'après la guerre d'Algérie avait une audience dans le tiers-monde et une voix prépondérante en Europe.

La montée en puissance de l'Allemagne, tant sur le plan économique que politique après sa réunification, change la donne en Europe mais aussi dans la relation franco-américaine qui perd en importance pour les États-Unis tournés vers l'Europe dans sa totalité et le commerce. L'Allemagne est devenue le géant politique en Europe qui exerce une hégémonie sans le clamer haut et fort.<sup>23</sup>

---

<sup>23</sup> « Hegemon wider Willen » (Hégemon sans le vouloir, Christoph Schönberger)  
<http://www.eurozine.com/articles/2012-01-10-schonberger-de.html>

Le seul domaine dans lequel la relation franco-américaine garde de l'importance est celui des interventions militaires en Afrique, en général soutenues par les États-Unis sur le plan politique et des moyens militaires (surveillance, par exemple).

En devenant le relatif nain politique arrimé à l'Allemagne en Europe, la France a perdu prestige et possibilités. Lorsque l'Allemagne et les États-Unis sont d'accord, il est difficile pour la France de faire entendre sa différence ; ses dirigeants jouent souvent le jeu de la proximité franco-allemande pour masquer la faiblesse française. Sur ce plan, le différentiel de pouvoir entre la relation Mitterrand-Kohl et la relation Merkel-Sarkozy est flagrant. L'Europe parlait français et la France exerçait une hégémonie locale qui rappelait l'hégémonie américaine dans le monde occidental. Aujourd'hui, comme un journal allemand l'a récemment clamé en citant un homme politique, l'Europe parle à nouveau allemand (même lorsque l'anglais s'est imposé comme langue dominante à Bruxelles)<sup>24</sup>. De rehausseur de la puissance française, l'Europe est devenue l'un des facteurs de son affaiblissement et la monnaie unique, l'euro, sans solidarité financière entre États, accentue les problèmes structurels de l'économie française.

La France n'a plus de spécificité dans le tiers-monde, plus de politique arabe, plus de relation spécifique avec la Chine ou la Russie et son poids économique ne cesse de baisser dans un monde où les BRICs et la Chine créent des contre-balancements à la puissance américaine. Le choix français de rentrer dans l'orbite américaine, avec parfois des surenchères plus néoconservatrices qu'aux États-Unis mêmes, peut se comprendre dans le contexte d'affaiblissement non reconnu dans le discours politique. La fonction de gendarme auxiliaire en Afrique masque mal la perte d'influence et de pouvoir.

Dans cette situation de domination par une grande puissance elle-même en déclin relatif qui se tourne ailleurs, les jeux rhétoriques habituels sur l'antiaméricanisme et les soi-disant valeurs occidentales reviennent sur le devant de la scène. Du côté américain, les choses sont claires : la France, traditionnel râleur, ne compte presque pas, sauf à la marge pour soutenir des initiatives américaines. En France, les États-Unis servent de modèle, de refuge ou, plus rarement maintenant, de repoussoir. L'élection d'Obama en 2008 a montré

<sup>24</sup> <http://www.bild.de/politik/ausland/euro-krise/europa-spricht-deutsch-21075608.bild.html>

la naïveté dans les attentes adressées au nouveau président qui avait surtout le mérite de ne pas être George W. Bush. La relation franco-américaine est souvent dans les faits une relation franco-française dans laquelle les États-Unis servent de miroir plus ou moins déformant. Certains Français, tant hommes ou femmes politiques qu'observateurs universitaires, commettent la même erreur que Blair : croire que coller aux États-Unis donne de la puissance alors que cela condamne à la subordination.

Citons ainsi un chercheur, qui certes n'est pas spécialiste des États-Unis mais du monde arabe et donc de politique étrangère. Jean-Pierre Filiu écrivait ainsi en 2009 : « Paris et Washington peuvent de concert amener une meilleure intégration des universités palestiniennes dans l'engagement international en faveur de l'État palestinien ». Puis : « La France peut faciliter la prise en compte par les États-Unis au Moyen-Orient de l'ONU comme cadre de référence juridique et d'éventuelle intervention ». Enfin : « La relance des relations franco-américaines, impulsée par le président Sarkozy, a incontestablement impressionné les décideurs américains, dans l'Administration comme au Congrès »<sup>25</sup>. On peut voir que l'Amérique est un rêve et que l'écriture de la politique s'apparente parfois à de la fiction. On observe ici à la fois le désir d'impressionner les « décideurs américains » et l'illusion sur ce que peut un président des États-Unis et sur son intérêt pour la petite France.

La relation franco-américaine n'est souvent en fait qu'une relation franco-française qui permet de régler ses comptes idéologiques. La droite ou les libéraux-libertaires accusent la gauche, tout au moins la gauche critique ou radicale, d'être anti-américaine tandis que la gauche montre que sa critique est fondée sur des principes universalistes qui s'appliquent à tous les pays à commencer par la France. Les États-Unis sont donc un écran sur lequel divers groupes peuvent projeter leurs conflits. Un historien conservateur, André Kaspi, a publié en 1999 un ouvrage intitulé *Les États-Unis d'aujourd'hui : mal connus, mal aimés, mal compris*<sup>26</sup>. L'Amérique de Kaspi n'est évidemment pas celle de Chevènement ou de Chomsky

<sup>25</sup> Jean-Pierre Filiu, « Pour un dialogue franco-américain dépassionné en Méditerranée », in Michel Foucher et Daniel Hamilton (dir), *La France, l'Amérique et le monde, Une nouvelle ère dans les relations franco-américaines ?* Center for Transatlantic Relations, Johns Hopkins University et Fondation Robert Schuman, 2009 (p. 378 et 379).

<sup>26</sup> Paris, Plon.

et il met au service de ses idées politiques une exhortation à aimer les États-Unis que Max-Paul Friedman, par exemple, considère comme une imposition.

La plupart des controverses franco-américaines, mais pas toutes, sont en fait des oppositions idéologiques plutôt que des controverses nationales. Les auteurs de droite qui reprochent à la gauche d'être anti-américaine maquillent, la plupart du temps, une opposition idéologique en termes nationaux, ce qui offre la possibilité de recadrer les conflits et de les faire apparaître comme des enjeux de tolérance et de diversité. S'opposer à la guerre en Irak devient alors être anti-américain et intolérant, comme si de nombreux Américains n'étaient pas eux aussi opposés aux politiques de leurs dirigeants. La réduction psychologisante et culpabilisante masque les véritables enjeux politiques et philosophiques. *Le Monde diplomatique* a publié en mai 2014 un dossier sur le grand marché transatlantique, *Les Puissants redessinent le monde*, qui incluait tant les critiques américaines de ce traité à venir que les critiques européennes. Rien d'antiaméricain, juste une prise de position politique partagée par des penseurs et acteurs des deux rives de l'océan et qui ne sont du reste pas tous de gauche. Si la droite tente toujours de réduire à un préjugé les oppositions aux États-Unis, il faut dire aussi que certaines voix se revendiquant de gauche pratiquent un « antiaméricanisme des imbéciles » essentialiste<sup>27</sup>, ce qui est perceptible dans les commentaires de certains journaux.

Aux États-Unis, la relation avec la France n'est pas une relation spéciale, comme celle qui peut exister avec Israël, ni une relation de très grande importance comme celle qui existe avec la Chine. La France reste le pays connu pour sa cuisine, sa haute culture qui est débordée par la culture de masse (ou dite populaire) américaine et elle est un allié qui, au bout du compte, finit, après quelques mouvements d'humeur, par s'aligner sur les États-Unis, à quelques exceptions près qui déclenchent la fureur, comme en 1966 ou 2003, mais qui

<sup>27</sup> August Bebel avait créé l'expression « socialisme des imbéciles » pour dénoncer l'antisémitisme de personnalités se réclamant de la gauche. Pas plus l'antisémitisme judéophobe que l'antiaméricanisme essentialiste ne sauraient être des valeurs de gauche ou respectables. Les commentaires sur *Mediapart* ou *Le Monde* sont parfois des exemples types de l'antiaméricanisme des imbéciles car tout ce qui est américain est voué aux gémonies, y compris les critiques américains des politiques des États-Unis.



## FRANCE-ÉTATS-UNIS (1966-2014)

sont vite corrigées<sup>28</sup>. La situation de coopération-rivalité entre les États-Unis et la Chine et la domination de la « Chinamérique »<sup>29</sup> sur les affaires du monde laissent peu de place à la France qui a perdu du pouvoir économique et sa place de leader en Europe. Le déclin relatif des États-Unis donne apparemment quelques zones de liberté ou d'indépendance aux pays européens dans un monde multipolaire mais rend également un regroupement atlantiste face à la Chine plus probable. La France, prise dans ce que Bertrand Badie appelle « le rêve brisé des “puissances moyennes” », ne donne l'impression d'un affranchissement de la puissance américaine qu'en surenchérissant dans le néoconservatisme rhétorique qui, de fait, masque une marginalisation et une dépendance confirmées. Cependant, les États-Unis perdent aussi un peu de leur importance pour la France pour qui l'Allemagne redevient un problème et qui, comme le reste du monde, fait face à la Chine.

### **Résumé :**

Pour comprendre les évolutions de la relation franco-américaine des trente dernières années, il faut remonter jusqu'à 1966, date charnière qui correspond à la sortie du commandement intégré de l'Otan décidée par de Gaulle. Cet article passe en revue quelques aspects de cette relation fortement asymétrique en commençant par les débats autour de la participation française à l'Otan. Ensuite, l'auteur analyse l'impact des guerres sur les relations franco-américaines, guerres américaines mais aussi guerres françaises. Une section de cet article s'intéresse à la culture et aux débats commerciaux, une autre à l'impact de l'Europe sur les rapports entre Washington et Paris. La perte d'influence de la France sur cette période est patente et amène parfois les dirigeants français à des conduites de surenchère par rapport à un allié sur lequel ils sont globalement alignés.

81

<sup>28</sup> Pierre Guerlain, *Miroirs transatlantiques ; la France et les États-Unis entre passions et indifférences*, Paris, L'Harmattan, 1996.

<sup>29</sup> Michel Rogalski, « Chine/États-Unis : le nouveau G-2 », *Recherches internationales*, 84, octobre-décembre 2008.

